

F. 94 — 271

[S-C — 31026]

17 DECEMBRE 1993. — Règlement fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2 bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées (1)

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Le présent règlement règle une matière visée à l'article 108ter, § 3, alinéa 2, 2°, de la Constitution.

§ 2. En ce qui concerne les maisons de repos établies dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui sont considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française, les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juillet 1992 fixant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2 bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, sont remplacées par les dispositions qui suivent.

Art. 2. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Le décret: le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 2° Etablissement: tout établissement visé à l'article 1er du décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 3° Collège: le Collège de la Commission communautaire française;
- 4° Administration compétente: l'administration de la Commission communautaire française;
- 5° Conseil consultatif: le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- 6° Gestionnaire: la ou les personnes physiques ou morales exploitant un établissement visé à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 7° Directeur: la personne physique désignée par le gestionnaire et chargée de la gestion journalière d'un établissement visé à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 et de représenter cet établissement devant l'administration compétente tel que prévu à l'article 2 du décret précité;
- 8° Bourgmestre: le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement concerné;
- 9° Résident: la personne âgée hébergée dans un établissement visé à l'article 1er du décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;
- 10° Mandataire: toute personne physique chargée par procuration écrite par le résident lui-même, ou par décision judiciaire conformément au Titre XI, du Livre Ier du Code Civil, de le représenter devant l'établissement et l'administration compétente.

CHAPITRE II. — De l'accord de principe

Section I. — De l'introduction de la demande

Art. 3. Toute demande d'accord de principe relative à un projet d'ouverture ou d'extension d'établissement doit être adressée au Collège, sous pli recommandé à la poste.

Art. 4. Pour être recevable, la demande d'accord de principe doit être accompagnée d'un dossier descriptif destiné à légitimer la demande dans les aspects suivants :

- a) démographiques: la situation démographique de la ou des communes concernées, notamment en ce qui concerne l'importance de la population âgée de plus de 65 ans et de plus de 80 ans par rapport à la population totale;
- b) des équipements intérieurs et extérieurs à l'établissement et/ou projetés destinés aux personnes âgées ainsi que des équipements d'aide connexes;
- c) structurels: le gabarit de l'immeuble existant et/ou de la construction envisagée, la capacité d'accueil des bâtiments ainsi que le type de population âgée concernée par le projet;
- d) sociaux: le projet de vie pour et avec les personnes âgées.

Section II. — De l'instruction de la demande

Art. 5. L'administration compétente instruit la demande. A l'invitation du Collège, elle communique le dossier et le soumet pour avis au Conseil consultatif dans les trois mois de la réception de la demande.

Art. 6. Le Conseil consultatif transmet son avis dans un délai de 2 mois prenant cours le jour de sa saisine. A l'expiration de ce délai, l'avis est réputé donné.

Art. 7. Le Collège se prononce après avis du Conseil consultatif. La décision du Collège est notifiée au demandeur sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Section III. — De la péremption

Art. 8. L'accord de principe est périmé lorsque le projet pour lequel il a été accordé n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans les 3 ans de sa délivrance.

Toutefois, le Collège peut, à la demande de l'intéressé, proroger l'accord de principe pour une période d'un an. La demande de prorogation doit être introduite sous pli recommandé à la poste avant le 60ème jour qui précède l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

CHAPITRE III. — De l'agrément.

Section I. — De l'introduction de la demande d'agrément ou de prorogation d'agrément

Art. 9. Toute demande d'agrément ou de prorogation d'agrément relative à un établissement visé à l'article 1er du décret doit être adressée au Collège, sous pli recommandé à la poste.

(1) Session 1993-1994.

Documents de l'Assemblée. — 53 (1993-1994) nos 1 à 3.

Comptes rendus intégral et analytique. — Séance du 17 décembre 1993.

Art. 10. Pour être recevable, la demande d'agrément doit être accompagnée des documents suivants:

1° Un plan indiquant par niveau, les différents locaux, leurs dimensions et leur destination (locaux de service, salles de séjour, chambres d'isolement, chambres destinées aux personnes âgées), ainsi que, par chambre, le nombre de lits;

2° Une attestation délivrée par le bourgmestre, datant de moins de deux mois au moment de l'introduction de la demande, favorable à la mise en activité et précisant que l'établissement est conforme aux normes de protection contre l'incendie. Le bourgmestre doit faire référence à un rapport du service incendie datant de moins de six mois;

3° Une copie de l'acte de constitution et/ou des modifications statutaires éventuelles de la ou des personnes morales qui exploitent l'établissement;

4° Le certificat de bonnes vie et moeurs de la ou des personnes physiques qui exploitent l'établissement;

ou

Le certificat de bonnes vie et moeurs des administrateurs de la ou des personnes morales qui exploitent l'établissement;

5° Le certificat de bonnes vie et moeurs du directeur;

6° Le cas échéant, l'accord de principe octroyé par le Collège s'il s'agit d'une ouverture ou d'une extension d'établissement;

7° L'engagement écrit et signé par le gestionnaire et le directeur de se conformer en permanence aux normes relatives au personnel, en fonction du nombre de personnes âgées réellement hébergées;

8° Le questionnaire d'identification délivré à cet effet par l'administration compétente, dûment complété et signé par le gestionnaire et le directeur;

9° Une copie du contrat d'assurance en responsabilité civile du chef de l'entreprise et du contrat d'assurance-incendie;

10° Un plan financier dans lequel le gestionnaire justifie, pour une période de 6 années, des capitaux suffisants au regard des investissements à réaliser et des dépenses à prévoir pour assurer la conformité de l'établissement aux normes et réglementations auxquelles il doit répondre; ce plan financier doit être visé par un réviseur d'entreprise ou un expert — comptable indépendant.

Art. 11. La demande de prorogation de l'agrément doit être introduite au plus tard 6 mois avant la survenance du terme de l'agrément en cours.

Pour être recevable, elle doit être accompagnée des documents mentionnés à l'article 10. Le plan mentionné au 1° dudit article ne doit être cependant représenté que si des modifications ont été apportées aux différents locaux, à leurs dimensions ou à leur destination depuis l'octroi de l'agrément en cours. Le plan financier visé au 10° doit être validé par un rapport du réviseur d'entreprise ou d'un expert-comptable indépendant qui confirme la saine gestion de l'établissement.

Section II. — De l'autorisation de fonctionnement provisoire

Art. 12. Dans les 60 jours qui suivent la réception de la demande d'agrément et pour autant qu'y soient joints les documents visés à l'article 10, le Collège accorde une autorisation de fonctionnement provisoire qui produit ses effets à la date de la réception de la demande. Celle-ci mentionne la capacité maximale d'hébergement provisoirement accordée sur base des plans qui ont été fournis.

Le Collège peut accorder une autorisation de fonctionnement provisoire au terme de l'agrément en cours, à condition que la demande de prorogation d'agrément soit recevable.

L'autorisation de fonctionnement provisoire est notifiée au gestionnaire sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, dans les 30 jours de l'approbation de la décision par la tutelle.

Art. 13. Pendant la période d'autorisation de fonctionnement provisoire, l'administration compétente procède à une inspection afin d'établir si les normes d'agrément visées à l'article 4 du décret sont respectées.

Toute modification qui se produit au cours de la période d'autorisation de fonctionnement provisoire est communiquée par le gestionnaire au Collège dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de sa survenance.

Section III. — De l'agrément d'un établissement

Art. 14. L'administration compétente instruit la demande. A l'invitation du Collège, elle communique au Conseil consultatif la demande d'agrément, son avis relatif au respect de la procédure d'agrément et les conclusions de l'inspection relative au respect des normes.

Art. 15. Le Conseil consultatif rend au Collège son avis dans les 3 mois de la réception du dossier.

Art. 16. La décision d'agrément prise par le Collège mentionne le nom et l'adresse de l'établissement, le nom du gestionnaire, la capacité d'hébergement maximale et la période d'agrément. Elle est notifiée au gestionnaire dans les 30 jours de son approbation par la tutelle, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 17. Si au cours de la période d'agrément se produisent des modifications des conditions dans lesquelles l'agrément a été accordé, elles sont communiquées par le gestionnaire au Collège dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de leur survenance. La demande de modification des conditions de l'agrément est instruite selon les règles applicables à la première demande.

Section IV. — Dispositions communes à l'agrément et à l'autorisation de fonctionnement provisoire

Art. 18. Sans préjudice de l'indication du statut juridique de l'établissement et de la référence à la Commission communautaire française, la mention de l'agrément ou de l'autorisation de fonctionnement provisoire accordés par le Collège, doit figurer sur tous les actes, factures, lettres, notes de commandes et autres documents émanant de l'établissement. Ces indications ainsi que le numéro de l'agrément ou de l'autorisation de fonctionnement provisoire font l'objet d'un affichage bien apparent à l'extérieur de l'établissement.

Section V. — Du refus ou du retrait d'agrément et de la fermeture

Art. 19. Lorsque l'administration compétente constate le non respect de la procédure ou des normes, elle en informe le Collège et communique ses conclusions au Conseil consultatif. Celui-ci donne un avis au Collège dans les 3 mois de la communication du dossier.

Art. 20. Le Collège notifie au gestionnaire, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, une proposition motivée de refus ou de retrait d'agrément et lui signale qu'il dispose d'un délai de 30 jours pour introduire un mémoire justificatif.

Le Collège transmet le mémoire au Conseil consultatif. Dans les 3 mois qui suivent l'expiration de ce délai, le Conseil consultatif délibère quelle que soit la suite donnée à l'invitation susvisée.

Art. 21. La décision du Collège portant refus ou retrait d'agrément est motivée et notifiée au gestionnaire dans les 30 jours de son approbation par la tutelle, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception; elle est communiquée au bourgmestre, à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, au Ministère des Affaires Economiques, au Service Incendie et au Procureur du Roi dans le mois de sa notification.

Art. 22. La décision du Collège portant refus ou retrait de l'agrément entraîne la fermeture de l'établissement concerné à la date de sa notification.

Dès ce moment, il n'est plus permis d'admettre des résidents dans l'établissement.

Le gestionnaire est tenu, dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la décision, d'assurer l'hébergement des résidents encore présents dans un autre établissement adéquat.

Art. 23. Le gestionnaire est tenu d'informer les résidents, leurs mandataires, ou les personnes responsables de leur prise en charge, et le personnel, de la décision de retrait ou de refus d'agrément prise par le Collège et d'afficher visiblement sur la façade de l'établissement un avis, conforme au modèle annexé au présent règlement, annonçant la date à laquelle les résidents doivent avoir quitté l'établissement.

Art. 24. § 1er. Lorsque pour des raisons d'extrême urgence de santé publique ou de sécurité, le Collège ordonne immédiatement par décision motivée, la fermeture provisoire d'un établissement, il en informe le Conseil consultatif et le gestionnaire. Ce dernier est tenu de procéder à l'évacuation immédiate des résidents.

§ 2. Le Conseil consultatif informe dans les 15 jours le gestionnaire de la date à laquelle l'affaire sera examinée et l'invite à faire valoir ses observations et à comparaître devant lui, éventuellement assisté ou représenté par un conseil ou un tiers porteur d'une procuration spéciale. Le Conseil consultatif délibère dans les 30 jours de la saisine par le Collège quelle que soit la suite qui a été donnée à l'invitation à comparaître. Il transmet dans les 15 jours son avis au Collège avant que ce dernier ne statue définitivement sur la fermeture.

Art. 25. Lorsque la décision de refus ou de retrait d'agrément entraînant fermeture, est devenue définitive, elle est publiée au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne obligatoirement la date de fermeture de l'établissement.

Art. 26. Conformément à l'article 133 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, le bourgmestre est chargé de l'exécution des arrêtés portant refus ou retrait d'agrément et prend toutes les mesures nécessaires à cet effet, notamment pour assurer la continuité des soins médicaux, le logement, les soins familiaux et ménagers.

Section VI. — De la reprise d'un établissement agréé

Art. 27. Lors de la reprise d'un établissement agréé, une copie de l'accord conclu entre les parties relatif à cette reprise, accompagnée des documents visés à l'article 10 et d'un descriptif destiné à légitimer la demande dans les aspects structurels et sociaux tels que visés aux points c) et d) de l'article 4, est envoyée au Collège sous pli recommandé à la poste, 2 mois au moins avant que la reprise ne produise ses effets. Les résidents, leurs mandataires et le personnel de l'établissement en sont informés par écrit dans le même délai; copie de ce document d'information est transmis à l'administration compétente.

Art. 28. La demande d'agrément en cas de reprise est instruite selon les règles applicables à la première demande conformément aux articles 12 à 16.

Section VII. — De la fermeture volontaire d'un établissement

Art. 29. Lorsque le gestionnaire décide de fermer volontairement l'établissement, sa décision est communiquée sous pli recommandé à la poste au Collège, 3 mois au moins avant la date fixée pour la fermeture. Une copie de cette décision est affichée et adressée aux résidents, le cas échéant à leurs mandataires, au personnel de l'établissement et au bourgmestre de la commune dans le même délai.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 30. Les établissements agréés avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement bénéficient de plein droit de leur agrément jusqu'au terme de celui-ci.

Les établissements qui bénéficient d'un agrément provisoire avant l'entrée en vigueur du présent règlement, déposent de plein droit d'une autorisation de fonctionnement provisoire pour autant qu'ils introduisent dans les 3 mois une demande d'agrément.

Art. 31. L'accord de principe n'est pas requis si l'une des conditions suivantes est remplie:

- 1° une demande d'agrément recevable relative au projet visé à l'article 3 a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent règlement;
- 2° un commencement d'exécution de travaux est en cours avant l'entrée en vigueur du présent règlement;
- 3° un permis de bâtir non périmé a été délivré avant l'entrée en vigueur du présent règlement pour la mise en oeuvre d'un projet d'ouverture ou d'extension d'un établissement.

Art. 32. Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Le Collège est chargé de l'exécution du présent règlement.
Adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 17 décembre 1993.

Le Président,
S. MOUREAUX

Les secrétaires :
M. DUPONCELLE
D. ESCOLAR

Le greffier,
J. GAILLARD

VERTALING

N. 94 — 271

[S-C — 31026]

17 DECEMBER 1993. — Verordening tot instelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van het principieel akkoord bedoeld bij artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden (1)

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. § 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 108ter, § 3, lid 2, 2°, van de Grondwet.

§ 2. Voor de rustoorden gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en die worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap, worden de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden, en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1992 tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van het principieel akkoord bedoeld bij artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden, door de volgende bepalingen vervangen.

Art. 2. Voor de toepassing van deze verordening dient te worden verstaan onder :

- 1° Het decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden;
- 2° Inrichting : elke inrichting bedoeld bij artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden;
- 3° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° Bevoegde administratie : de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 5° De Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg;
- 6° Beheerder : de rechts- of natuurlijke persoon of personen die een bij artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden bedoelde inrichting exploiteert(eren);
- 7° Directeur : de natuurlijke persoon aangesteld door de beheerder en belast met het dagelijks beheer van een inrichting bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 en met het vertegenwoordigen van deze inrichting tegenover de administratie;
- 8° Burgemeester : de burgemeester van de gemeente waar de inrichting is gevestigd;
- 9° Bewoner : de bejaarde, gehuisvest in een inrichting bedoeld bij artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden;
- 10° Gemachtigde : elke natuurlijke persoon die met een schriftelijke volmacht door de bewoner zelf, of door een gerechtelijke beslissing overeenkomstig Boek I, Titel XI, van het Burgerlijk Wetboek, ermee belast wordt hem of haar tegenover de inrichting of de bevoegde administratie te vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK II. — *Het principieel akkoord**Afdeling I. — Indiening van de aanvraag*

Art. 3. Elke aanvraag om een principieel akkoord betreffende een ontwerp tot opening of uitbreiding van een inrichting moet worden gericht aan het College, bij een ter post aangetekende brief.

Art. 4. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om een principieel akkoord vergezeld zijn van een beschrijvend dossier tot verantwoording van de aanvraag met betrekking tot de volgende punten :

- a) op demografisch vlak : de demografische toestand van de betrokken gemeente(n); inzonderheid met betrekking tot de verhouding van het aantal bejaarden ouder dan 65 jaar en ouder dan 80 jaar tot de totale bevolking;
- b) de bestaande en/of geplande interne en externe uitrusting van de inrichting bestemd voor de bejaarden alsook de bijhorende hulpuitrusting;
- c) op structureel vlak : de omvang van het bestaande gebouw en/of van de geplande bouw, de opvangcapaciteit van de gebouwen en de bejaardendoelgroep van het ontwerp;
- d) op sociaal vlak : het leefproject voor en met de bejaarden.

Afdeling II. — Behandeling van de aanvraag

Art. 5. De bevoegde administratie behandelt de aanvraag. Op verzoek van het College maakt zij het dossier over en legt het voor advies over aan de Adviesraad binnen drie maanden na ontvangst van de aanvraag.

Art. 6. De Adviesraad maakt zijn advies bekend binnen een termijn van twee maanden die van start gaat de dag waarop het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt. Na het verstrijken van deze termijn, wordt het advies geacht te zijn gegeven.

Art. 7. Het College beslist na advies van de Adviesraad. De beslissing van het College wordt aan de aanvrager medegedeeld bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Afdeling III. — Vervaltermijn

Art. 8. Het principieel akkoord vervalt wanneer de uitvoering van het ontwerp waarvoor het werd toegekend nog geen aanvang heeft genomen binnen drie jaar nadat het werd gegeven.

Niettemin mag het College, op verzoek van de belanghebbende, het principieel akkoord verlengen voor een periode van één jaar. De aanvraag tot verlenging moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend voor de 60e dag voorafgaand aan het verstrijken van de termijn bedoeld bij bovenvermeld lid.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning**Afdeling I. — De indiening van de aanvraag tot erkenning of tot verlenging van de erkenning*

Art. 9. Elke aanvraag tot erkenning of tot verlenging van de erkenning betreffende een inrichting bedoeld bij artikel 1 van het decreet dient bij een ter post aangetekende brief, aan het College te worden gericht.

(1) *Zitting 1993-1994 :*

Dokumenten van de Raad. — 53 (1993-1994) nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag en Beknopt verslag. — Vergadering van 17 december 1993.

Art. 10. Om ontvankelijk te zijn dient de aanvraag tot erkenning vergezeld te zijn van de volgende bescheiden :

1° Een plan dat, per niveau, de verschillende lokalen vermeldt, hun afmetingen en bestemming (dienstlokalen, verblijfsruimten, afzonderingskamer, kamers bestemd voor de bejaarden), alsook het aantal bedden per kamer;

2° Een getuigschrift, niet ouder dan twee maanden op het tijdstip van de indiening van de aanvraag, afgegeven door de burgemeester, gunstig beschikkend over het in werking stellen en bevestigend dat de instelling conform de brandbeveiligingsnormen is. De burgemeester dient te verwijzen naar een verslag van de brandweerdienst dat niet ouder mag zijn dan zes maanden;

3° Een afschrift van de oprichtingsakte en/of van eventuele statuutswijzigingen van de rechtspersoon of rechtspersonen die de inrichting exploiteren;

4° Een bewijs van goed zedelijk gedrag van de natuurlijke persoon of personen die de inrichting exploiteren;

of
Een bewijs van goed zedelijk gedrag van de bestuurders van de rechtspersoon of rechtspersonen die de inrichting exploiteren;

5° Een bewijs van goed zedelijk gedrag van de directeur;

6° In voorkomend geval, het principieel akkoord toegekend door het College als het de opening of de uitbreiding van een inrichting betreft;

7° Een schriftelijke verbintenis ondertekend door de beheerder en de directeur om permanent te voldoen aan de normen inzake personeel, op grond van het aantal werkelijk gehuisveste bejaarden;

8° De vragenlijst voor de identificatie, die hiertoe door de bevoegde administratie werd afgegeven, behoorlijk ingevuld en ondertekend door de beheerder en de directeur;

9° Een afschrift van het contract van burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering op gezag van de onderneming en van het contract van brandverzekering;

10° Een financieel plan waarin de beheerder voldoende kapitaal voor een periode van 6 jaar verantwoordt, rekening houdend met de te verwezenlijken investeringen en de te voorziene uitgaven om de inrichting conform te stellen met de normen en de reglementen waaraan zij moet beantwoorden; dit financieel plan moet geïllustreerd worden door een bedrijfsrevisor of een onafhankelijke accountant.

Art. 11. De aanvraag tot verlenging van de erkenning moet worden ingediend uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning.

Om ontvankelijk te zijn, moet zij vergezeld zijn van de bescheiden vermeld in artikel 10. Het plan vermeld onder 1° van artikel 10 moet enkel opnieuw worden overgelegd indien wijzigingen werden aangebracht aan de verschillende lokalen, aan hun afmetingen of hun bestemming sinds de toekenning van de lopende erkenning. Het financieel plan bedoeld bij 10° moet geldig verklaard worden door een verslag van de bedrijfsrevisor of een onafhankelijke accountant dat het gezonde beheer van de inrichting bevestigt.

Afdeling II. — De voorlopige werkingsvergunning

Art. 12. Binnen zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag tot erkenning en voor zover de aanvraag vergezeld is van de bescheiden bedoeld bij artikel 10, kent het College een voorlopige werkingsvergunning toe die in werking treedt op de datum van de ontvangst van de aanvraag. Zij vermeldt de maximale opnamecapaciteit die voorlopig wordt toegekend op grond van de plannen die werden ingediend.

Het College kan een voorlopige werkingsvergunning toekennen bij het beëindigen van de lopende erkenning, op voorwaarde dat de aanvraag tot verlenging van de erkenning ontvankelijk is.

De voorlopige werkingsvergunning wordt ter kennis gebracht van de beheerder bij een ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs, binnen 30 dagen na goedkeuring van de beslissing door de toezichhoudende overheid.

Art. 13. Gedurende de termijn van de voorlopige werkingsvergunning gaat de bevoegde administratie over tot een inspectie om vast te stellen of de normen tot erkenning bedoeld bij artikel 4 van het decreet, worden nageleefd.

Elke wijziging die zich voordoet gedurende de termijn van de voorlopige werkingsvergunning wordt door de beheerder aan het College medegedeeld binnen een termijn van 7 dagen te rekenen vanaf het plaatsvinden van de wijziging.

Afdeling III. — De erkenning van een inrichting

Art. 14. De bevoegde administratie behandelt de aanvraag. Op verzoek van het College, deelt zij de aanvraag tot erkenning, haar advies in verband met de naleving van de erkenningsprocedure en de conclusies van de inspectie in verband met de naleving van de normen aan de Adviesraad mede.

Art. 15. De Adviesraad geeft zijn advies aan het College binnen 3 maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 16. De beslissing tot erkenning door het College vermeldt de naam en het adres van de inrichting, de naam van de beheerder, de maximale opnamecapaciteit en de termijn van de erkenning. Zij wordt de beheerder ter kennis gebracht binnen 30 dagen na de goedkeuring door de toezichhoudende overheid, bij een ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs.

Art. 17. Indien zich gedurende de termijn van de erkenning wijzigingen voordoen in de omstandigheden waarin de erkenning werd toegekend, worden zij door de beheerder aan het College medegedeeld binnen een termijn van 7 werkdagen te rekenen vanaf het plaatsvinden van de wijziging. De aanvraag tot wijziging van de voorwaarden tot erkenning wordt behandeld volgens de regels die gelden voor de eerste aanvraag.

Afdeling IV. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de erkenning en voor de voorlopige werkingsvergunning

Art. 18. Onverminderd de vermelding van het juridisch statuut van de inrichting en van de verwijzing naar de Franse Gemeenschapscommissie moet de erkenning en de voorlopige werkingsvergunning toegekend door het College worden vermeld op alle akten, facturen, brieven, bestelbons en andere stukken uitgaande van de inrichting. Deze aanwijzingen evenals het nummer van erkenning of van voorlopige werkingsvergunning worden goed zichtbaar op de voorgevel van de inrichting vermeld.

Afdeling V. — De weigering of de intrekking van de erkenning en de sluiting

Art. 19. Indien de bevoegde administratie vaststelt dat de procedure of de normen niet worden nageleefd, brengt zij het College hiervan op de hoogte en deelt haar conclusies mee aan de Adviesraad. Deze geeft zijn advies aan het College binnen 3 maanden na kennisgeving van het dossier.

Art. 20. Het College geeft de beheerder, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, kennis van een met redenen omkleed voorstel tot weigering of tot intrekking van de erkenning en wijst hem erop dat hij over een termijn van 30 dagen beschikt om een verweerschrift in te dienen.

Het College legt het verweerschrift over aan de Adviesraad. Binnen 3 maanden volgend op het verstrijken van deze termijn beraadslaagt en beslist de Adviesraad ongeacht het gevolg dat aan bovenvermelde uitnodiging wordt gegeven.

Art. 21. De beslissing van het College houdende weigering of intrekking van de erkenning wordt gemotiveerd en wordt ter kennis gebracht van de beheerder binnen 30 dagen na haar goedkeuring door de toezichthoudende overheid, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs; zij wordt medegedeeld aan de burgemeester, het Rijksinstituut voor Ziekte en Invaliditeitsverzekering, het Ministerie van Economische Zaken, de brandweerdienst en de Procureur des Konings binnen de maand na haar kennisgeving.

Art. 22. De beslissing van het College houdende weigering of intrekking van de erkenning heeft de sluiting van de betrokken inrichting tot gevolg op de datum van haar kennisgeving.

Vanaf die dag mogen geen bewoners meer in de inrichting worden opgenomen.

De beheerder dient, binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing, te zorgen voor de huisvesting van de nog aanwezige bewoners in een andere geschikte inrichting.

Art. 23. De beheerder moet de bewoners, hun gemachtigden of de personen verantwoordelijk voor hun tentstapeneming, en het personeel op de hoogte brengen van de door het College genomen beslissing tot intrekking of tot weigering van de erkenning en moet op de gevel van de inrichting een bericht, conform het model als bijlage bij deze verordening, zichtbaar aanplakken met de datum waarop de bewoners de inrichting moeten hebben verlaten.

Art. 24 § 1. Wanneer het College om redenen van uiterst dringende noodzakelijkheid inzake volksgezondheid of veiligheid onmiddellijk, bij een met redenen omklede beslissing, de voorlopige sluiting van een inrichting bevelen, geeft het hiervan kennis aan de Adviesraad en aan de beheerder. Deze laatste moet zorgen voor de onmiddellijke evacuatie van de bewoners.

§ 2. De Adviesraad deelt binnen 15 dagen aan de beheerder de datum mee waarop de zaak zal worden onderzocht en nodigt hem uit om zijn opmerkingen te maken en voor hem te verschijnen, eventueel bijgestaan of vertegenwoordigd door een advocaat of door een derde die houder is van een bijzondere volmacht. De Adviesraad beraadslaagt en beslist binnen 30 dagen nadat de zaak door het College bij hem aanhangig werd gemaakt, ongeacht het gevolg dat aan de uitnodiging tot verschijnen wordt gegeven. Hij maakt binnen 15 dagen zijn advies aan het College over, vóór laatstgenoemde een eindbeslissing over de sluiting neemt.

Art. 25. Wanneer de beslissing tot weigering of tot intrekking van erkenning die sluiting tot gevolg heeft, definitief is geworden, wordt zij in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Dit bericht moet de datum van sluiting van de inrichting vermelden.

Art. 26. Conform artikel 133 van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, is de burgemeester belast met de uitvoering van de besluiten houdende weigering of intrekking van erkenning en neemt hij daartoe alle noodzakelijke maatregelen, meer bepaald om te zorgen voor de continuïteit van de geneeskundige zorg, de huisvesting, de gezinszorg en de huishoudelijke zorg.

Afdeling VI. — De overname van een erkende inrichting

Art. 27. Bij de overname van een erkende inrichting wordt een afschrift van de door de medecontractanten gesloten overeenkomst betreffende deze overname, vergezeld van de bescheiden bedoeld bij artikel 10 en van een beschrijving ter verantwoording van de aanvraag voor wat de structurele en sociale aspecten betreft zoals bedoeld bij de punten c) en d) van artikel 4, bij een ter post aangetekende brief naar het College verzonden, minstens 2 maanden vóór de overname uitwerking heeft. De bewoners, hun gemachtigden en het personeel van de inrichting worden, binnen dezelfde termijn, hiervan schriftelijk ingelicht; een afschrift van dit informatiebescheid wordt aan de bevoegde administratie bezorgd.

Art. 28. De aanvraag tot erkenning in geval van overname wordt behandeld volgens de regels die gelden voor de eerste aanvraag conform de artikelen 12 tot 16.

Afdeling VII. — De vrijwillige sluiting van een inrichting

Art. 29. Indien de beheerder de vrijwillige sluiting van de inrichting beslist, wordt zijn beslissing bij een ter post aangetekende brief aan het College medegedeeld, minstens 3 maanden vóór de vastgestelde datum voor de sluiting. Een afschrift van deze beslissing wordt, binnen dezelfde termijn, angeplakt en verzonden naar de bewoners, in voorkomend geval naar hun gemachtigden, naar het personeel van de inrichting en naar de burgemeester van de gemeente.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen en slotbepalingen*

Art. 30. De inrichtingen die werden erkend vóór de datum van inwerkingtreding van deze verordening genieten van rechtswege hun erkenning tot de beëindiging ervan.

De inrichtingen met een voorlopige erkenning vóór de inwerkingtreding van deze verordening, beschikken van rechtswege over een voorlopige werkingsvergunning voor zover zij binnen 3 maanden een aanvraag tot erkenning indienen.

Art. 31. Het principieel akkoord wordt niet vereist indien één van de volgende voorwaarden wordt vervuld :

- 1° een ontvankelijke erkenningsaanvraag betreffende het ontwerp bedoeld bij artikel 3 werd vóór de inwerkingtreding van deze verordening ingediend;
- 2° de uitvoering van werken heeft een aanvang genomen vóór de inwerkingtreding van deze verordening;
- 3° een niet-ervallen bouwvergunning werd afgeleverd vóór de inwerkingtreding van deze verordening met het oog op het uitvoeren van een ontwerp tot opening of uitbreiding van een inrichting.

Art. 32. Deze verordening treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 33. Het College is belast met de uitvoering van deze verordening.

Aangenomen door De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 17 december 1993.

De Voorzitter,
S. MOUREAUX

De secretarissen :
M. DUPONCELLE
D. ESCOLAR

De griffier,
J. GAILLARD